Le Traité visant l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine (Traité de Tlatelolco): situation actuelle et perspectives d'avenir

par Héctor Gros Espiell

Secrétaire général de l'OPANAL

(Organisme pour l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine)

Depuis quelques années, on comprend de mieux en mieux l'importance historique du Traité visant l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine (connu sous le nom de Traité de Tlatelolco), qui contribue au désarmement et partant à la paix et à la sécurité internationales.

Ce n'est pas seulement parce qu'on a beaucoup écrit à son sujet (Réf.1), c'est aussi parce que plusieurs résolutions de l'Assemblée générale des Nations Unies ont fait l'éloge de cet exemple latino-américain et lui ont donné une large publicité (Réf.2) et parce qu'il a de plus en plus retenu l'attention des gouvernements, notamment ceux de l'Amérique latine (Réf.3).

Nous ne nous étendrons pas sur l'importance évidente que ce traité présente pour le désarmement régional et donc pour le développement économique et social des pays d'Amérique latine (Réf.5). En empêchant que les ressources économiques (Réf.4) ne soient détournées au profit de la course aux armements nucléaires, le Traité permet qu'elles soient consacrées à la croissance économique ainsi qu'au progrès social et culturel.

L'importance de ce traité (ouvert à la signature le 14 février 1967) pour le désarmement général et la paix universelle est aussi parfaitement reconnue.

En créant la première et, jusqu'à présent, la seule zone dénucléarisée (Réf.6) dans une région peuplée du globe (Réf.7), le Traité de Tlatelolco a contribué de façon fondamentale au désarmement et à la paix, à la fois en Amérique latine et dans le monde entier.

Le Traité contribue puissamment à la sécurité internationale qui, comme l'a reconnu l'Assemblée générale des Nations Unies dans ses résolutions 2734 (XXV) et 32/154, exige une politique de désarmement, et en particulier de désarmement nucléaire effective, concrète et authentique (Réf.8).

Les négociations sur la limitation des armements stratégiques, les accords bilatéraux entre l'URSS et les Etats-Unis, le Traité de 1963 qui interdit certaines explosions nucléaires, le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, le Traité interdisant de placer des armes nucléaires sur le fond des mers en-dehors des limites territoriales, tous, malgré les réserves qu'ils appellent (Réf.9), contribuent à la sécurité internationale. Nous ne devons pas pour autant nous satisfaire des résultats obtenus jusqu'à présent dans la voie du désarmement,

notamment du désarmement nucléaire. Bien au contraire, lorsque nous pensons à la suite de conférences interminables consacrées à cette question ainsi qu'aux traités et aux accords bilatéraux qui ont été conclus, et que nous comparons leurs résultats à la réalité présente, nous ne pouvons nous empêcher de ressentir une certaine tristesse et une certaine déception. Si l'on considère froidement les faits, le bilan est pratiquement nul.

Le gigantesque travail juridique et diplomatique qui a été accompli, les nombreuses dispositions officielles et normatives qui ont été prises n'ont abouti pour ainsi dire à rien. Actuellement, les superpuissances, les moyennes puissances et les pays en développement sont parvenus à la concentration d'armements la plus forte et la plus perfectionnée qui se puisse imaginer.

Sur cette toile de fond déprimante, le Traité de Tlatelolco constitue le seul exemple effectif, concret, positif et authentique de désarmement nucléaire, devenu réalité sur tout un continent qui a renoncé à la course aux armements nucléaires. Il constitue donc un élément essentiel de la sécurité internationale.

Dans la révision de sa Charte, l'Organisation des Etats américains (OEA) a reconnu le lien qui existe entre les objectifs du Traité de Tlatelolco et l'idée fondamentale de sécurité internationale, et il est prévu d'inclure au paragraphe 9 de l'Article 2 du nouveau texte une disposition stipulant qu'un des objectifs de cette organisation est de contribuer à interdire les armes nucléaires en Amérique latine afin de concourir au renforcement de la paix et de la sécurité internationales (Réf.10).

Les signataires du Traité

Vingt-deux Etats (Réf.11) sont actuellement parties au Traité de Tlatelolco et membres de l'Organisme pour l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine (OPANAL); le Traité a été ratifié par 24 pays (Réf.12) et signé par 25 (Réf.13). On a toutes raisons de penser que l'Argentine le ratifiera prochainement (Réf.14).

Il est maintenant reconnu que les Etats qui ne sont pas parties au Traité mais qui l'ont ratifié ou signé ne doivent accomplir aucun acte contraire à ses objectifs ou à ses buts. Autrement dit, ils ne doivent pas construire, recevoir ou employer d'armes nucléaires (Réf.15). Enfin, deux Etats, Cuba et la Guyane, ne sont encore nullement parties au Traité de Tlatelolco. Tant qu'ils n'auront pas signé et ratifié le Traité — et l'on a des raisons d'espérer que les obstacles à l'adhésion de la Guyane seront prochainement levés — celui-ci ne couvrira pas entièrement et véritablement toute l'Amérique latine (Réf.16).

Le Gouvernement cubain ayant déclaré, la dernière fois en mai 1978, qu'il ne signerait pas le Traité tant que les Etats-Unis ne leur auraient pas rendu Guantánamo, la question reste en suspens en attendant la reprise des négociations (Réf.17).

La Grande-Bretagne et les Pays-Bas sont déjà parties au Protocole additionnel I, aux termes duquel les Etats qui sont responsables *de jure* ou *de facto* de territoires situés dans les limites de la zone géographique établie par le Traité s'engagent à appliquer le statut de dénucléarisation sur ces territoires. Les Etats-Unis ont signé ce protocole en mai 1977 et la France les imitera prochainement, ainsi que M. Valéry Giscard d'Estaing l'a déclaré le 25 mai 1978 à l'Assemblée générale des Nations Unies. Une fois que la France aura signé et ratifié ce protocole, la Guyane française, la Martinique et la Guadeloupe seront dénucléarisées (Réf.18). Lorsque les Etats-Unis auront ratifié le protocole — et nous espérons qu'ils le feront bientôt puisque M. Carter l'a signé en mai 1977 et a soumis la question au Sénat le 24 mai 1978 — la zone du Canal de Panama, Guantánamo, les îles Vierges et Porto Rico n'auront plus d'armes nucléaires. Il convient de noter en outre que l'entrée en vigueur du Traité relatif au Canal de Panama (paragraphe 1 de l'Article II), qui a déjà été

ratifié par Panama et par les Etats-Unis, libérera d'armes nucléaires la zone du Canal de Panama. Dans l'Annexe qui contient l'accord d'application de l'Article IV du Traité relatif au Canal de Panama, il est stipulé au paragraphe 6 de l'Article IV que la République de Panama étant partie au Traité sur l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine (Traité de Tlatelolco), les Etats-Unis ne devront installer aucun type d'arme nucléaire sur le territoire panaméen (Réf.19).

La Grande-Bretagne et les Pays-Bas étant déjà parties à ce protocole, tous les territoires d'Amérique latine qui sont sous la responsabilité d'Etats non latino-américains seront nécessairement libérés d'armes nucléaires.

Le Protocole additionnel II, aux termes duquel les Etats dotés d'armes nucléaires s'engagent à respecter le statut de dénucléarisation par rapport à des fins belliqueuses de l'Amérique latine, a déjà été signé et ratifié par la République populaire de Chine, les Etats-Unis (Réf.20), la France et la Grande-Bretagne. On n'attend plus que la ratification de l'Union soviétique (Réf.21). Le 16 avril 1978, M. Brejnev a annoncé que l'Union soviétique avait décidé de signer ce protocole, ce qui a été fait par M. Gromyko, Ministre des Affaires étrangères, à Moscou, le 18 mai 1978. La ratification, lorsqu'elle interviendra, marquera la fin de longues années de négociations difficiles, que nous nous proposons de décrire ultérieurement en détail, et tous les Etats dotés d'armes nucléaires garantiront, au profit de l'Amérique latine, l'existence de la zone dénucléarisée créée par le Traité de Tlatelolco.

Une fois résolus ces problèmes que soulève l'adhésion au Traité et à ses deux protocoles additionnels, l'Amérique latine tout entière sera réellement une zone entièrement libérée d'armes nucléaires dont le statut sera garanti et par les Nations Unies et par les Etats dotés d'armes nucléaires.

Application du Traité

Le Traité de Tlatelolco crée un système complet de contrôle qui permet de vérifier l'exécution des obligations auxquelles se sont engagées les parties contractantes, ainsi qu'un organisme chargé d'appliquer ce système (OPANAL). Sans analyser le système, ce que nous avons déjà fait en une autre occasion (Réf.22), nous nous contenterons de montrer que les procédures prévues aux Articles 13, 14 et 23 sont déjà réellement appliquées.

Les rapports semestriels que les gouvernements doivent présenter pour attester qu'aucune activité interdite par les dispositions du Traité n'a eu lieu sur leurs territoires respectifs (Article 14) sont maintenant soumis de façon régulière et, tous les 60 jours, le Conseil de l'OPANAL examine ces rapports et vérifie que cette disposition du Traité est bien respectée.

Les accords de garanties, que les signataires du Traité de Tlatelolco doivent, conformément à l'Article 13, négocier et conclure avec l'AIEA, sont depuis quelques mois établis et signés à un rythme accéléré et il est probable que tous les Etats d'Amérique latine qui sont parties au Traité auront prochainement rempli cette obligation.

Si l'Etat qui négocie l'accord est partie au TNP et au Traité de Tlatelolco, l'accord de garanties repose sur ces deux instruments. Si, au moment des négociations, l'Etat n'est partie qu'au Traité de Tlatelolco (Réf.23), l'accord est conclu seulement dans le cadre de ce traité.

L'Organisme pour l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine (OPANAL) participe directement à la négociation de ces accords de garanties entre les Etats d'Amérique latine et l'AIEA, et donne au besoin son aide et des conseils (Réf. 24).

Le Conseil de l'Agence veille au respect de l'Article 13 et en contrôle de très près l'application.

Les Etats suivants, qui sont parties au Traité de Tlatelolco, ont à ce jour signé des accords de garanties avec l'Agence: Bolivie, Costa Rica, El Salvador, Equateur, Guatemala, Haïti, Honduras, Jamaïque, Mexique, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, République dominicaine, Suriname, Uruguay et Venezuela. Les Bahamas, la Colombie et la Grenade ont entamé des négociations et on espère qu'ils seront prochainement imités par la Barbade et la Trinité-et-Tobago.

L'Article 23 a été observé de façon régulière et satisfaisante. Il stipule: "Après l'entrée en vigueur du présent traité, tout accord international qui serait conclu par une des Parties contractantes, sur des questions qui font l'objet dudit traité, sera notifié immédiatement au Secrétariat, qui l'enregistrera et en avisera les autres Parties contractantes".

Les autres articles du Traité de Tlatelolco relatifs au système de contrôle [Rapports spéciaux (Article 15) et Inspections spéciales (Article 16)] n'ont pas encore été appliqués. Mais ils existent et l'on dispose ainsi d'instruments juridiques appropriés auxquels on pourra recourir en cas de besoin.

De même, les dispositions relatives aux mesures à prendre en cas de violation du Traité (Article 20) n'ont pas encore reçu d'application, aucune violation du type indiqué ne s'étant encore produite.

Les résolutions de la Conférence générale de l'OPANAL

L'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire est, pour les Etats parties au Traité de Tlatelolco, un droit (Articles 18 et 19); elle est également indispensable à leur développement économique et social. La Conférence générale de l'OPANAL lui a d'ailleurs consacré une attention particulière et en a souligné à plusieurs reprises la très grande importance (Réf.25).

La Conférence générale a approuvé, à la session extraordinaire qu'elle a tenue pour commémorer le Dixième anniversaire du Traité (février 1977), une déclaration dans laquelle elle exprime le vœu que l'Organisme pour l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine soit chargé des applications pacifiques et soit ainsi investi, outre des responsabilités en matière de désarmement, des attributions nécessaires pour faire de lui l'organisme international qui, dans notre région, concevra, organisera et coordonnera systématiquement une politique en Amérique latine d'application complète et féconde de cette forme d'énergie à des fins pacifiques.

A sa cinquième session ordinaire, tenue à Caracas en avril 1977, la Conférence générale a également adopté sur cette question la résolution 94 (V) dans laquelle — rappelant que l'Article 17 du Traité visant l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine souligne l'importance d'utiliser l'énergie nucléaire à des fins pacifiques pour le développement économique et le progrès social des peuples d'Amérique latine, réaffirmant que c'est à condition d'appliquer sans réserve le Traité de Tlatelolco que les pays d'Amérique latine pourront profiter pleinement des avantages qu'offre l'application pacifique de l'énergie nucléaire, notant enfin que la déclaration de la deuxième session extraordinaire de la Conférence générale, approuvée le 14 février 1977, proclame sa résolution de favoriser l'application de l'énergie nucléaire en Amérique latine en coordonnant les efforts des Etats Membres dans ce sens et dressant un plan régional d'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire — elle décide de demander au Secrétaire général d'établir, en consultation

avec l'AIEA, la Commission interaméricaine de l'énergie nucléaire et d'autres organisations, un rapport qui propose des mesures précises pour lancer un programme de coopération pour l'application pacifique de l'énergie nucléaire.

Ce rapport qui sera établi, en consultation avec l'AIEA et avec l'Organisation latino-américaine de l'énergie, d'après les réponses des gouvernements latino-américains au questionnaire que leur a adressé le Secrétaire général de l'OPANAL, est en cours de préparation. Il sera soumis à la Conférence générale à sa sixième session ordinaire (avril 1979) et devrait faciliter l'adoption de décisions qui permettront d'organiser de concert l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire en Amérique latine.

Structure et fonctionnement de l'OPANAL

L'OPANAL, organisme créé en vertu du Traité de Tlatelolco, fonctionne normalement et efficacement depuis plusieurs années.

La Conférence générale, dont les sessions ordinaires ont lieu tous les deux ans, en a tenu cinq jusqu'à présent (1969-70, 1971, 1973, 1975 et 1977). Elle s'est réunie aussi deux fois en session extraordinaire en 1972 et 1977 pour élire le Secrétaire général actuel et commémorer le dixième anniversaire du Traité.

Le Conseil est composé des représentants de cinq Etats élus par la Conférence générale et renouvelés en partie tous les deux ans. Il se réunit tous les 60 jours en session ordinaire. Sa principale fonction est de gérer le système de contrôle créé par le Traité.

Le Secrétaire général, qui dirige l'administration de l'Agence, est en outre responsable de l'application générale du Traité et en particulier du système de contrôle. Le premier Secrétaire général a été M. Leopoldo Benites Vinuesa (Equateur) et le Secrétaire général actuel, qui a été élu en 1972 et réélu en 1975, est M. Héctor Gros Espiell (Uruguay). Il y a également eu deux Secrétaires généraux par intérim, M. Carlos Péon del Valle (1970) et M. Antonio Gonzáles de León (1972), tous deux ambassadeurs du Mexique.

L'OPANAL et l'AIEA sont liés par un accord de coopération très étendue qui a été signé le 3 octobre 1972.

Perspectives d'avenir

Les brèves indications que nous venons de donner définissent la situation actuelle du Traité de Tlatelolco pour ce qui est tant du nombre des Etats qui ont jusqu'à présent signé et ratifié le Traité et ses deux protocoles additionnels que de l'application de ceux-ci. Les perspectives semblent encourageantes et l'avenir s'annonce bien. Il y a tout lieu de penser que l'on parviendra relativement bientôt à étendre le Traité à tout le continent latino-américain. De cette façon, l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine qui, heureusement, est déjà une réalité, s'affirmera de manière irréfutable dans toute la région, garantie par un instrument international multilatéral et par un système de contrôle complet et efficace qui rendront pratiquement impossible toute violation des obligations découlant du Traité.

Le succès exemplaire de cette interdiction des armes nucléaires en Amérique latine devrait inspirer la création d'autres zones dénucléarisées (Réf.26). Espérons que l'Amérique latine ne conservera plus longtemps le privilège d'être sur cette terre la seule zone habitée libre d'armes nucléaires.

Le Traité pourrait également susciter une expérience analogue qui vise à contrôler et à limiter les armes de type classique en Amérique latine. Cette idée a trouvé un certain

écho, en particulier dans les propositions que le Venezuela et le Mexique ont faites à la récente session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement, qui s'est tenue en mai et juin 1978, ainsi qu'à la Conférence générale de l'Organisation des Etats américains, en juin 1978. Il s'agit en effet de donner au Traité de Tlatelolco un rôle de premier plan dans la politique d'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire en Amérique latine et d'en confier à l'OPANAL l'organisation et la coordination régionale. Une telle initiative ouvre des perspectives très intéressantes.

Le Traité de Tlatelolco, par lequel l'Amérique latine contribue à la paix, à la sécurité et au développement du monde, aura probablement un très grand retentissement non seulement parce qu'il favorise le désarmement mais encore parce qu'il permettra à l'énergie nucléaire de participer de façon capitale au développement économique et social des peuples d'Amérique latine.

Références

- [1] On peut citer à titre d'exemple les publications suivantes qui contiennent une bibliographie complète sur le Traité de Tlatelolco. Alfonso García Robles: *La desnuclearización de América Latina (La dénucléarisation de l'Amérique latine)*, Mexico 1965; *La desnuclearización de América Latina (La dénucléarisation de l'Amérique latine)*, Mexico 1966; *La dénucléarisation de l'Amérique latine (en espagnol)*, Foro Internacional, Vol. VI, Nos 2 et 3 (22–23), Mexico, 1966; *Les Nations Unies et le désarmement (en espagnol)*, Foro internacional, Vol. XV, No.2 (42), Mexico; *El Tratado de Tlatelolco (Le Traité de Tlatelolco)*, Mexico, 1967; *The denuclearization of Latin America*, Carnegie Endowment for International Peace, New York, 1967; *The Treaty of Tlatelolco, origin, purposes and scope of the prohibition of nuclear weapons in Latin America, Disarmement in the Western World*, Latin American Institute, Rutgers University, Occasional Publications, No. 1, New Jersey, June, 1969; *México en las Naciones Unidas (Le Mexique aux Nations Unies)*, 2 volumes, Mexico, 1970; *La Proscripción de las Armas Nucleares en la América Latina (L'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine)*, El Colegio Nacional, Mexico, 1975; *Mesures de désarmement dans des régions particulières: le Traité visant l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine (en français)*, Académie de Droit International, Recueil des Cours, vol. I, 1971. Héctor Gros Espiell: *En torno al Tratado de Tlatelolco y la proscripción de las armas nucleares en la América Latina (Du Traité de Tlatelolco et de l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine)*, Mexico, 1973; *Article en français consacré au Traité de Tlatelolco*, dans le *Monde Diplomatique*, Paris, juillet 1973; *El Derecho de los Tratados y el Tratado de Tlatelolco (Le Droit des traités et le Traité de Tlatelolco)*, Mexico 1974; *Désarmement et zones dénucléarisées (en espagnol)*, *Revista de Occidente*, Terc. Epoca (3ème Coll.), Nos 5–6, mars–avril 1976, Madrid; *les Etats-Unis et la dénucléarisation de l'Amérique latine (en italien)*, *Rivista di Studi Politici Internazionali*, Florence, 1977; *La signature du Traité de Tlatelolco par la Chine et la France (en français)*, *Annuaire Français de Droit International*, 1973; *El Tratado de Tlatelolco: Algunas consideraciones sobre aspectos específicos (Le Traité de Tlatelolco, considérations sur certains aspects)*, OPANAL, Mexico, 1976; *La dénucléarisation militaire de l'Amérique latine et la succession des Etats en ce qui concerne les traités (en espagnol)*, *Humanitas*, Universidad de Nuevo León, 1977, pp 595–603.
- [2] Résolutions de l'Assemblée générale des Nations Unies: 1911 (XVIII), 2826 (XXII), 2456D (XXIII), 2666 (XXV), 2830 (XXVI), 2935 (XXVII), 3079 (XXVIII), 3258 (XXIX), 3467 (XXX) et 31/67 ainsi que l'étude faite par l'Organisation des Nations Unies et intitulée "Etude complète de la question des zones exemptes d'armes nucléaires sous tous ses aspects" (Publication des Nations Unies, No F. 76.1.7).
- [3] Communiqués communs: Mexique-Canada, avril 1973; Mexique-Equateur, janvier 1974; Mexique-Jamaïque, juillet 1975; Mexique-Etats-Unis, février 1977; Mexique-Brésil, janvier 1978; Mexique-Cuba, janvier 1978. Il faut également signaler les nombreuses allusions extrêmement favorables et quasi unanimes dont le Traité de Tlatelolco a fait l'objet à la session spéciale que l'Assemblée générale des Nations Unies a consacrée au désarmement en mai et juin 1978.
- [4] Charte des Nations Unies, Article 26. Voir Résolution 2602E (XXIV) de l'Assemblée générale en date du 16 décembre 1969 et, au sujet des rapports entre désarmement et développement, les Résolutions 2626 (XXV), 2685 (XXV), 2831 (XXVI) et 3261 (XXIX).

- [5] Héctor Gros Espiell, *El desarme y la desnuclearización militar por zonas. Sus efectos sociales. (Désarmement et dénucléarisation militaire par zones, effets sociaux)*, Institut international d'études sociales, Genève, septembre 1975.
- [6] Initiatives qui ont contribué à la création de zones dénucléarisées: Plan Rapacki, du nom de son auteur, ministre polonais des affaires étrangères, qui l'a présenté le 2 octobre 1957 en vue de créer une zone libre d'armes nucléaires en Europe centrale. Plan Kekkonen, résultant de diverses initiatives prises par le Président de la République de Finlande à partir de 1963 en vue de créer une zone libre d'armes nucléaires en Europe du Nord. Création d'une zone dénucléarisée en Afrique qui a retenu l'attention de l'Assemblée générale des Nations Unies et a bénéficié de son soutien répété (Résolutions 1652 (XVI), 2033 (XX) et 32/81). Résolutions 2832 (XXVI) et 32/86 de l'Assemblée générale des Nations Unies déclarant l'océan Indien "zone de paix". Les Nations Unies ont également préconisé la création de zones libres d'armes nucléaires au Moyen-Orient (32/82), en Asie du Sud (32/83) et dans le Pacifique Sud (3477 (XXX)). A la Conférence du Comité du désarmement qui s'est tenue à Genève le 16 mars, le 25 avril et le 3 août 1972, le représentant de la Roumanie a proposé de créer une zone militairement dénucléarisée dans les Balkans.
- [7] Il existe plusieurs accords sur la dénucléarisation de zones inhabitées, dont le Traité interdisant de placer des armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive sur le fond des mers et des océans ainsi que dans leur sous-sol, le Traité sur l'Antarctique, le Traité interdisant les essais d'armes nucléaires dans l'atmosphère, dans l'espace extra-atmosphérique et sous l'eau. Les textes de ces traités ainsi que des résolutions citées à la note [6] sont reproduits dans "Arms Control, A Survey and Appraisal of Multilateral Agreements", SIPRI, Stockholm, 1978.
- [8] Déclaration sur le renforcement de la sécurité internationale, Résolution 2734 (XXV), paragraphes 19 à 20, et Résolution 32/154 du 19 décembre 1977, paragraphe 6.
- [9] Héctor Gros Espiell, *Désarmement et zones dénucléarisées* (en espagnol), Revista de Occidente, Terc. Epoca (troisième série), Nos 5 et 6, mars-avril 1976, Madrid.
- [10] OEA/Ser.G/CP/CG-557/75 Rev.20, 6 novembre 1975.
- [11] Bahamas, Barbade, Bolivie, Colombie, Costa Rica, El Salvador, Equateur, Grenade, Guatemala, Haïti, Honduras, Jamaïque, Mexique, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, République dominicaine, Suriname, Trinité-et-Tobago, Uruguay et Venezuela.
- [12] Les 22 Etats mentionnés en réf. 11, plus le Brésil et le Chili. Voir la déclaration de M. Héctor Gros Espiell, Secrétaire général de l'OPANAL, Doc.S/Inf.123 du 19 avril 1977, paragraphe 19.
- [13] Les 24 Etats mentionnés en réf. 12 plus l'Argentine.
- [14] Communiqué commun de MM. Montes et Vance du 21 novembre 1977, et communication par M. Montes, le 19 mai 1978, à l'Assemblée générale des Nations Unies. Voir Héctor Gros Espiell "L'Argentine et le Traité de Tlatelolco" (en espagnol). Revista Internacional y Diplomática, Mexico, No. 325, 10 décembre 1977.
- [15] Rapports et déclarations des secrétaires généraux aux première, deuxième, troisième et quatrième sessions, 1969-1975. El Programa Nuclear Brasileño, paragraphe 26, Brasilia 1977. Communiqué commun de MM. López Portillo et Gaisel, du 18 janvier 1978.
- [16] La Commission des bons offices de l'OPANAL a récemment fait des propositions qui pourraient servir de base à un règlement de la question de la Guyane. La Guyane, qui voudrait signer le Traité, n'a pu le faire en raison de l'Article 25.
- [17] Héctor Gros Espiell, *En torno al Tratado de Tlatelolco y la proscripción de las armas nucleares en la América Latina*, (Du Traité de Tlatelolco et de l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine), Mexique 1973, pages 34 à 40.
- [18] Héctor Gros Espiell, *la France et les Etats-Unis, et le Protocole additionnel I au Traité de Tlatelolco* (en espagnol), *El Tratado de Tlatelolco: Algunas consideraciones sobre aspectos específicos*, (le Traité de Tlatelolco: considérations sur certains aspects), OPANAL 1976, page 7; Héctor Gros Espiell, *les Etats-Unis et la dénucléarisation de l'Amérique latine* (en italien), Rivista di Studi Politici Internazionali, 1977; *les Etats-Unis et le Protocole additionnel I au Traité de Tlatelolco* (en espagnol), *El Tratado de Tlatelolco, Diez años de aplicación*, (le Traité de Tlatelolco, dix ans d'application), OPANAL 1978.
- [19] Héctor Gros Espiell, *les traités relatifs au Canal de Panama et à la zone libre d'armes nucléaires en Amérique latine* (en espagnol), Cuadernos de Derecho Público, N° 4, 1978, Mérida, Venezuela.
- [20] David R. Robinson, *The Treaty of Tlatelolco and the United States: A Latin American Nuclear-Weapons-Free-Zone*, The American Journal of International Law, Vol. 66, N° 2, avril 1970.
- [21] Pour plus de détails sur le refus de signer que l'Union soviétique a opposé jusqu'en 1978, voir Héctor Gros Espiell, *commentaires sur les raisons avancées par l'Union soviétique à l'appui de son refus de signer le Protocole II* (en espagnol), *El Tratado de Tlatelolco: Algunas consideraciones sobre aspectos específicos*, (Le Traité de Tlatelolco: considérations sur certains aspects), OPANAL, Mexico 1976.

- [22] Héctor Gros Espiell, En torno al Tratado de Tlatelolco y la proscripción de las armas nucleares en la América Latina (du Traité de Tlatelolco et de l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine), OPANAL.
- [23] Par exemple, Panama et la Colombie.
- [24] Résolutions 19(I), 31(II), 51(III), 81(IV) et 99(V) de la Conférence générale et Résolutions C.1, C.2, C.4, C.5, C.9, C.10 et C.11 du Conseil de l'OPANAL.
- [25] Résolution 5(II-E) de la Conférence générale, deuxième session extraordinaire, paragraphe 3; déclaration de M. Héctor Gros Espiell, Secrétaire général de l'OPANAL, Doc. S/Inf.123 du 19 avril 1977, paragraphes 30 et 31. L'Assemblée générale des Nations Unies a repris en gros les mêmes idées et les mêmes critères dans sa Résolution 32/50 du 8 décembre 1977 (utilisation pacifique de l'énergie nucléaire aux fins du développement économique et social) qui classe méthodiquement, complète et codifie les principes déjà contenus dans le Traité de Tlatelolco, le Statut de l'AIEA, un certain nombre d'autres instruments et, en particulier, les documents de l'OPANAL cités plus haut.
- [26] Etude complète de la question des zones exemptes d'armes nucléaires sous tous ses aspects, publication des Nations Unies N° F.76.1.7 ; voir également le document final de la session extraordinaire que l'Assemblée générale des Nations Unies a consacrée au désarmement en juin 1978; pour plus de détails sur l'apport du Traité de Tlatelolco au Droit des traités relatif au désarmement, voir Héctor Gros Espiell, El Tratado de Tlatelolco y el Derecho de los Tratados, (le Traité de Tlatelolco et le Droit des traités), Mexico 1974.

TRAITE VISANT L'INTERDICTION DES ARMES NUCLEAIRES EN
AMERIQUE LATINE (Traité de Tlatelolco)

Situation en juin 1978

Noms de tous les Etats à

la signature desquels le Traité est ouvert date de la signature date de la ratification

Argentine	27 septembre 1967	
* Bahamas	29 novembre 1976	26 avril 1977
* Barbade	18 octobre 1968	25 avril 1969
* Bolivie	14 février 1967	18 février 1969
** Brésil	9 mai 1967	29 janvier 1968
** Chili	14 février 1967	9 octobre 1974
* Colombie	14 février 1967	6 septembre 1972
* Costa Rica	14 février 1967	25 août 1969
Cuba		
* El Salvador	14 février 1967	22 avril 1968
* Equateur	14 février 1967	11 février 1969
* Grenade	29 avril 1975	20 juin 1975
* Guatemala	14 février 1967	6 février 1970
Guyane		
* Haïti	14 février 1967	23 mai 1969
* Honduras	14 février 1967	23 septembre 1968
* Jamaïque	26 octobre 1967	26 juin 1969
* Mexique	14 février 1967	20 septembre 1967
* Nicaragua	15 février 1967	24 octobre 1968
* Panama	14 février 1967	11 juin 1971
* Paraguay	26 avril 1967	19 mars 1969
* Pérou	14 février 1967	4 mars 1969
* République dominicaine	28 juillet 1967	14 juin 1968
* Suriname	13 février 1976	10 juin 1977
*** Trinité-et-Tobago	27 juin 1967	3 décembre 1970
* Uruguay	14 février 1967	20 août 1968
* Venezuela	14 février 1967	23 mars 1970

* Etats qui ont déposé, en même temps que leurs instruments respectifs de ratification, une déclaration par laquelle, comme le leur permet le paragraphe 2 de l'Article 28 du Traité, ils renoncent à toutes les conditions prévues au paragraphe 1 de cet article; en conséquence, le Traité est déjà entré en vigueur pour ces Etats.

** Etats qui ont ratifié le Traité mais n'ont pas renoncé aux conditions mentionnées. En conséquence, le Traité n'est pas entré en vigueur pour ces Etats.

*** Le Traité n'est entré en vigueur pour la Trinité-et-Tobago que le 27 juin 1975, date à laquelle cet Etat a renoncé aux conditions prévues à l'Article 28 du Traité.

— L'Argentine a signé le Traité mais ne l'a pas ratifié.

— Deux Etats de la région, Cuba et la Guyane, n'ont pas encore signé le Traité.

Protocole additionnel I

Etats à la signature desquels le Protocole est ouvert	Signature	Ratification
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	20 décembre 1967	11 décembre 1969
Royaume des Pays-Bas	15 mars 1968	26 juillet 1971
Etats-Unis d'Amérique	26 mai 1977	
France		

Protocole additionnel II

Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	20 décembre 1967	11 décembre 1969
Etats-Unis d'Amérique	1er avril 1968	12 mai 1971
France	18 juillet 1973	22 mars 1974
République populaire de Chine	21 août 1973	12 juin 1974
Union des républiques socialistes soviétiques	18 mai 1978	